

SOMMAIRE

<u>MESSAGE DU PRÉSIDENT</u>	<u>P. 2</u>
<u>DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ</u>	<u>P. 3</u>
<u>BILAN DES ACTIVITÉS</u>	<u>P. 4-5</u>
<u>RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2003</u>	<u>P. 6-8</u>
<u>BILAN SOCIAL</u>	<u>P. 9</u>
<u>PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2004</u>	<u>P. 10-11</u>
<u>ETATS COMPTABLES</u>	<u>P. 12-13</u>
<u>ETATS FINANCIERS</u>	<u>P. 14-19</u>
<u>ETAT ANNEXÉ</u>	<u>P. 20-24</u>

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Madame, Monsieur et Cher Actionnaire,

La Côte d'Ivoire connaît depuis le 19 septembre 2002 une grave crise politico-militaire. L'économie nationale a été très affectée : régression toutefois contenue du PIB (-2,21%) et du taux d'inflation (+3,41%) ; le secteur BTP est en régression de 40²%. Quant au climat social, il est caractérisé par des violences physiques et verbales exacerbées notamment envers notre entreprise. Cette situation a connu son paroxysme le 10 octobre 2003.

La SODECI a été lourdement pénalisée au plan de ses activités commerciales du fait des dommages subis et de l'inaccessibilité aux zones sous contrôle des Forces Nouvelles, zones représentant 10% de l'activité et 17% des clients.

Les dégâts subis et le manque à gagner sont estimés au 31 décembre 2003 à environ 6,5 Milliards FCFA. La suspension des financements relatifs à l'amélioration des outils de production d'eau potable ont entraîné de nombreux manques d'eau et provoqué la grogne des clients d'Abidjan et de certaines villes de l'intérieur.

Malgré toutes les tensions, les menaces et les attaques, nos collaborateurs sont restés sereins et ont honoré leurs divers engagements. On notera que :

-1) Les résultats ont été améliorés malgré l'impact d'une année de guerre et de divers investissements lourds (+531 Millions de FCFA par rapport à 2002).

-2) Les diverses actions de notre plan et notamment les négociations (compensations, prix maximal de base) ont été menées à bien.

-3) Le service a été assuré sur toute l'étendue du territoire malgré la scission du pays en deux zones. En coordination avec les travailleurs d'Abidjan et avec l'appui du CICR, 57 collaborateurs (sur 222) restés dans les zones nord sous contrôle des Forces Nouvelles ont travaillé à assurer la continuité de la production. On peut aisément imaginer le drame humanitaire qui serait survenu si le service n'avait pas été assuré.

-4) Le climat social au sein de l'entreprise a été préservé malgré l'environnement extérieur malsain, et malgré un plan d'économies assez rigoureux.

-5) La capacité de réactivité et de management de l'entreprise a été préservée.

Au total, force est de constater que la SODECI, notre entreprise a su rebondir encore une fois de plus face aux défis de 2003 grâce à ses hommes et ses femmes ainsi que grâce à son management qui a su s'adapter aux enjeux et situations.

Quant aux perspectives de 2004, le climat devrait être plus paisible, mais il n'en demeure pas moins que nous restons dépendants des conditions de paix et de reprise des relations avec les institutions, de la mobilisation de ressources extérieures pour le financement des investissements de reconstruction des infrastructures, du retour des opérateurs économiques et de la mise en application d'un nouveau tarif.

Notre entreprise se prépare face aux incertitudes. Avec les nouveaux outils mis en place dans le dernier trimestre 2003 à savoir le CVS (Comité de veille Sociale), l'Audit d'Exploitation, le Management des Performances (contrat d'engagement des Directions sur la base de plans d'actions concrètes), SODECI se donne les moyens de saisir les opportunités nouvelles qu'offrira 2004 afin de se repositionner comme une société de référence dans le secteur de l'eau en Afrique.

Je vous remercie.

¹source UEMOA

²source GIBTP

Marcel ZADI KESSY
Président du Conseil d'Administration

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

ORGANIGRAMME DE LA SODECI

M. ZADI KESSY MARCEL	PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
KOUASSI BROU	DIRECTEUR DU CONTRÔLE DES PROCÉDURES
GOUETI BI TRAZIÉ	DIRECTEUR GÉNÉRAL
AYEBOUA ODETTE	DIRECTEUR RISQUE MANAGEMENT
APIA EKRA JOSEPH	INSPECTEUR GÉNÉRAL
PAOLI JEAN-MARIE	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS
EBAH BASILE	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EXPLOITATION
YBOUÉ DESCORD	DIRECTEUR COMMERCIAL ET CLIENTÈLE
ANGOFI JACOB	DIRECTEUR DE LA FACTURATION ET ASSISTANCE MARKETING
TAPÉ ZÉKRÉ	DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT
DA CRUZ DOMINIQUE	DIRECTEUR TECHNIQUE
SILUÉ ZAHALO	DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT
ESSEY KOUADIO	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT ADMINISTRATION
BAGROU GOLI	DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES
TRAORÉ NOBILA	DIRECTEUR QUALITÉ ET MÉTHODES
SEM SYLVESTRE	DIRECTEUR DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE
EKANZA JOSEPH	DIRECTEUR DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE ADJOINT
DAUPHIN GEORGES	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT FINANCES
COULIBALY AÏCHA	DIRECTEUR CENTRAL FINANCES COMPTABILITÉ GESTION
LAGO CHANTAL	DIRECTEUR FINANCIER
SEM ELÉONORE	DIRECTEUR COMPTABLE
FOFANA BRIHIMA	DIRECTEUR DU BUDGET
URBAN MARC	DIRECTEUR DU BUDGET ADJOINT

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. ZADI KESSY MARCEL	PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
M. GOUETI BI TRAZIÉ ALPHONSE	DIRECTEUR GÉNÉRAL

ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE FIRMIN	M. BOUYGUES MARTIN	M. BOUYGUES OLIVIER
M. DIARRA OUSMANE	M. KONAN CAMILLE	M. LE BOUC HERVÉ
M. MIREMONT AUGUSTE	M. MARIEN PHILIPPE	M. PELISSOU MARCEL
M. PETERSCHMITT LOUIS	M. SANGARET AUGUSTE	M. TALBOT JEAN FRANÇOIS

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG	SIGECO
TITULAIRE	Co-TITULAIRE
01 BP 2715 ABIDJAN 01	01 BP 1328 ABIDJAN 01
MAZARD ET GUERARD	ORIO CAROLINE
SUPPLÉANT	SUPPLÉANT
01 BP 3989 ABIDJAN 01	01 BP 2715 ABIDJAN 01

BILAN DES ACTIVITÉS

Production Eau

156,2 Millions de m³ d'eau au total ont été produits en 2003, soit 5,5% (7,9 Millions de m³) de plus que la production de l'exercice 2002.

Cette augmentation résulte d'une part de la forte croissance de la production des zones d'accueil des populations déplacées du fait de la guerre, notamment Abidjan et d'autre part des pertes d'eau importantes enregistrées dans les zones occupées dues aux dégâts causés par la guerre aux installations de stockage et de distribution d'eau potable.

L'année 2003 a été par ailleurs marquée par une accentuation des baisses de pression et des manques d'eau quotidiens constatés dans plusieurs localités, notamment Abidjan et San-Pedro, dus à la saturation des installations de production ou à l'insuffisance des ressources en eau. Ce problème qui suscite de plus en plus de remous sociaux, ne pourra être durablement résolu que par la réalisation du plan d'investissement d'urgence, d'un montant de 64 Milliards de FCFA (soit 9,76 Millions d'euros), proposé par la SODECI à l'Autorité Concédante.

Facturation Eau et recouvrement

124,6 Millions de m³ d'eau ont été facturés durant l'année 2003, soit 3,4% (4 Millions m³) de plus qu'en 2002. Le ratio de facturation global SODECI est de 0,798 en 2003 contre 0,812 en 2002. La baisse du ratio de facturation, malgré tous les efforts déployés sur le terrain pour l'améliorer, s'explique par la crise actuelle qui a eu comme conséquences :

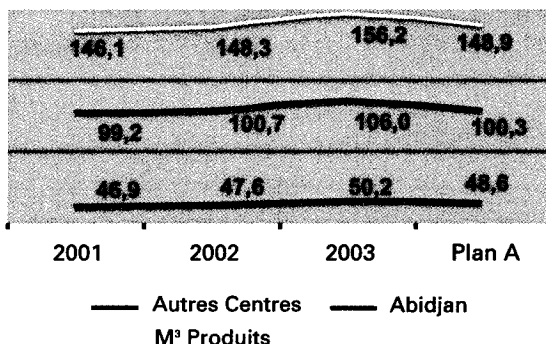
- l'absence quasi totale de facturation dans les zones occupées depuis le début de la crise,
- une perte de près de 2 Millions de m³ du fait du couvre feu, des casses délibérées sur le réseau, de l'utilisation abusive des poteaux d'incendie, de la fraude, de la destruction des quartiers précaires.

3,6 Millions de m³ représentant les consommations estimées de l'Administration et d'une soixantaine de gros clients, ont tout de même pu être facturés en 2003 dans les zones occupées.

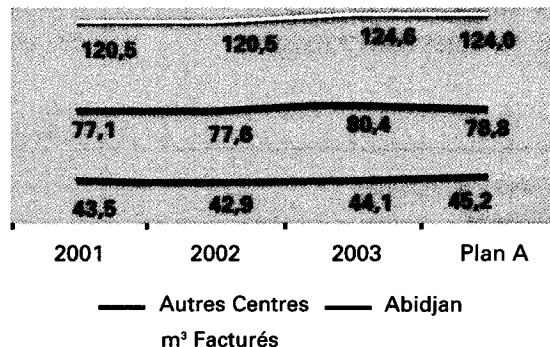
Le taux d'encaissement en fin de période des clients privés actifs s'est élevé à 95% en 2003 dans les zones libres contre 92% en 2002.

Cette amélioration des performances en matière de facturation et recouvrement malgré la crise résulte surtout du renforcement des effectifs des zones libres, notamment Abidjan, par 141 collaborateurs venus des zones occupées. Elle s'explique aussi par un meilleur encadrement des équipes des secteurs d'Abidjan.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION (En Millions de FCFA)



EVOLUTION DE LA FACTURATION (En Millions de FCFA)



Evolution des clients

Le nombre de clients a atteint 520 452 au 31 décembre 2003, contre 508 589 au 31 décembre 2002, soit une hausse de 2,3%. Ce taux de croissance reste relativement faible malgré une augmentation sensible par rapport à 2002. La consommation unitaire est restée relativement stable : 239 m³ en 2003 contre 237 en 2002.

Travaux et services

12 730 branchements dont 5 330 subventionnés ont été réalisés en 2003 contre 24 578 dont 18 770 subventionnés réalisés en 2002. Cette baisse drastique du nombre de branchements est dû à la crise, mais surtout à l'impact sur une année entière de la mise en application par SODECI depuis juillet 2002, de l'arrêté du Ministère des Infrastructures Economiques fixant de nouveaux critères plus restrictifs d'accès aux branchements subventionnés.

Le chiffre d'affaires des **travaux sur le fonds de développement eau potable** réalisé en 2003 a été de 963 Millions FCFA au total, contre 1 049 Millions de FCFA en 2002, soit une baisse de 8% qui s'explique par la volonté affichée par l'Autorité Concédante depuis 2001, de faire de plus en plus appel à la concurrence conformément au Code des Marchés Publics.

Les travaux d'entreprise réalisés en 2003 en eau potable se sont limités essentiellement à l'exécution du marché de pose des armoires électriques du programme KFW de renouvellement au matériel électromécanique obtenu en 2002.

Le chiffre d'affaires total généré en 2003 s'élève à 458 Millions FCFA, contre 417 Millions FCFA en 2002.

Assainissement

Le chiffre d'affaires généré par le **contrat d'affermage d'assainissement d'Abidjan** en 2003 est de 2 055 Millions de FCFA, soit une hausse de 6% due à l'augmentation des m³ facturés et à l'impact sur une année entière de l'application du tarif raccordé aux clients raccordables depuis plus de 2 ans.

Le chiffre d'affaires **TLE assainissement** est resté stable et très en deçà de l'objectif initial, traduisant les difficultés de nos équipes à réaliser des branchements d'assainissement dont le coût est jugé élevé par les clients.

Les travaux sur la contribution de développement assainissement ont permis de réaliser un chiffre d'affaires de 1 069 Millions FCFA, en recul de plus de 220 Millions en 2003 par rapport à 2002, suite à une baisse des ressources disponibles sur ce fonds.

Au titre des contrats divers d'assainissement hors contrat d'affermage, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 57 Millions de FCFA résultant de travaux commandés par UNILIVER et le 43^{ème} BIMA. La faiblesse du chiffre d'affaires est surtout due à l'inexistence de moyens propres à cette activité.

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2003

Les états financiers et l'Etat annexé de l'exercice de l'exercice sont joints.

Compte de résultat

A périmètre constant, la **vente d'eau** augmente de 3,2% entre 2002 et 2003. L'eau consommée par les privés ménages en zones de guerre livrée mais non facturée a été enregistrée en chiffre d'affaires pour 1 673 Millions de FCFA et provisionnée dans nos livres (comme en 2002). Ces provisions ont obtenu une dérogation fiscale pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices. L'impact de la guerre sur l'exercice 2003 est chiffré à -1996 Millions de FCFA - confère Etat annexé

Le **chiffre d'affaires branchements** est en légère progression par rapport à l'Actu 2 soit +89 Millions de FCFA. La **redevance assainissement** est conforme à notre dernière prévision (+0,2%). Les **travaux** par contre sont inférieurs de 15,3% par rapport à notre Actu 2 et restent très faibles sur l'exercice 2003 par rapport au niveau déjà faible de 2002. Nous n'avons pas réalisé le budget de 1 047 Millions de FCFA de **travaux d'entreprise** prévu au plan 2003 du fait de l'arrêt des prêts AFD (PCO et PCI), résultant du contexte sociopolitique. Globalement, le **total des produits** s'améliore par rapport à l'Actu 2 (+1303 millions de FCFA soit +3,6%).

Pour faire face à l'impact de la guerre, notre Plan 2003 prévoyait **des économies**. Celles-ci ont été largement dépassées du fait d'une part, d'un exercice très perturbé (couvre-feu, manifestations anti-françaises, destruction d'ouvrages SODECI) au cours duquel nos activités ont été fortement ralenties et d'autre part, d'un suivi rigoureux de nos dépenses qui a permis d'aller au delà de nos prévisions.

Les **charges directes de production** sont nettement inférieures à nos prévisions :

- -240 Millions de FCFA sur les sorties magasin dues au faible niveau des travaux et à une diminution importante des dépenses d'entretien,
- -415 Millions de FCFA sur les consommations de produits de traitement (-20% par rapport à l'Actu 2) du fait de la baisse des taux de traitement à la Chaux sur Abidjan, des problèmes d'indisponibilité de membranes et des difficultés de liaison avec les zones occupées,
- -240 Millions de FCFA sur l'électricité, le carburant, les fournitures d'exploitation et de bureau.

Des économies significatives (+481 Millions de FCFA) sont réalisées sur la sous-traitance, les entretiens des installations, les assurances, les Impôts et taxes et sur les impôts sur les salaires (effectif moyen inférieur aux prévisions).

Les **autres charges**, essentiellement des provisions, sont en augmentation de 606 Millions de FCFA par rapport à nos prévisions - confère tableau de variation des provisions dans l'Etat annexé. Les **dotations aux amortissements** sont inférieures de 124 Millions de FCFA par rapport à l'Actu 2 du fait d'un différé de nos investissements.

Seuls les départs indispensables ont été remplacés en 2003. Ainsi, les **charges de personnel** baissent de 322 Millions de FCFA par rapport à l'Actu 2.

Le **résultat financier** hors provisions pour dépréciation est en légère augmentation par rapport à notre dernière prévision (+183 Millions de FCFA de résultat financier contre 140 Millions de FCFA prévu à l'Actu 2). Les **autres produits exceptionnels** sont constitués essentiellement des passifs latents sur des règlements antérieurs au 31 décembre 2000 pour 704 Millions de FCFA.

Le **résultat net social** à fin 2003 ressort à -216 Millions de FCFA pour une actualisation du plan à -1 200 Millions de FCFA.

Le bilan

Le total du bilan augmente de 3 990 Millions de FCFA en grande partie à cause de l'augmentation des créances et de la trésorerie (pour +2 000 Millions de FCFA).

Les créances eau Administration (ci-dessous l'évolution des impayés par client) : En 2003, les règlements de l'Administration n'ont pas été réguliers (moins de 30% en 2003 pour un taux d'encaissement réalisé en 2002 de 95%). L'Etat reste devoir à SODECI au titre de ses consommations d'eau 8 865 Millions de FCFA à fin décembre 2003.

Le solde au titre du **déficit d'exploitation 1999 -2001** de 2 146 Millions de FCFA a fait l'objet d'un accord de compensation en juin 2003 avec la surtaxe non reversée.

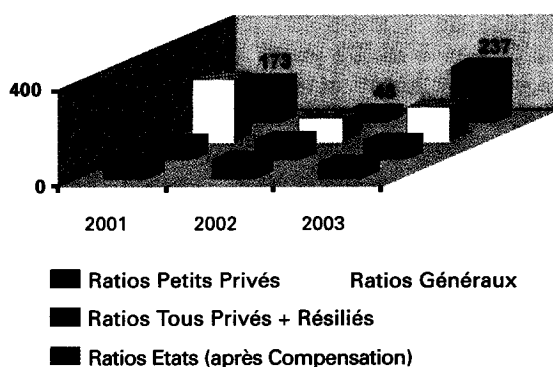
Ci-joint une situation des dettes et créances croisées SODECI/Etat de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2003 :

(en Millions de FCFA)

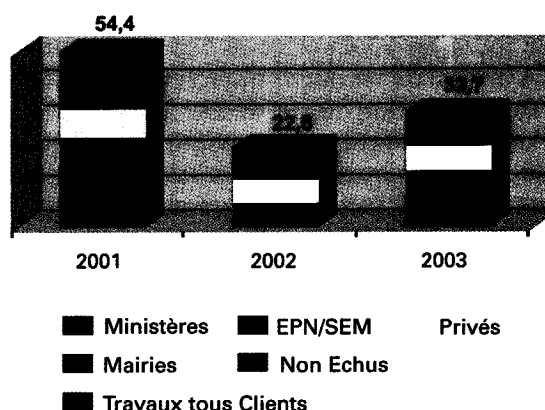
	Dû par l'Etat	Dû par SODECI
Solde compensation 2000	2 428	
Administration eau fin 12/2003	6 437	
EPN eau fin 12/2003	8 459	
Assainissement 2001 à 2003	1 732	
Administration travaux fin 12/2003	154	
EPN Travaux fin 12/2003	169	
Surtaxe non reversée fin 12/2003		1 392
Part FNE/FDV liée aux impayés		5 551
TVA liée aux impayés		1 349
Solde en faveur de SODECI	11 087	

Une partie de ces structures étatiques ont été provisionnées (confère règles et méthodes comptables dans l'Etat Annexé).

EVOLUTION DES RATIOS CLIENTS (en jours)

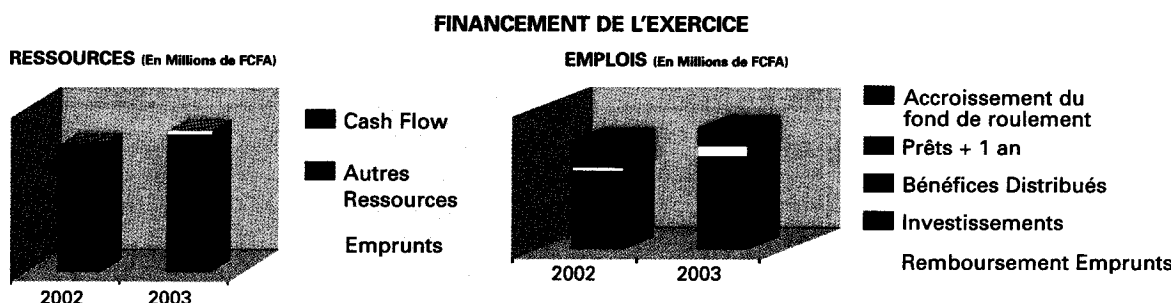


EVOLUTION DES IMPAYES
(En Milliards de FCFA)



Le tableau de financement

La capacité d'autofinancement de l'entreprise s'améliore légèrement par rapport à 2002 pour atteindre 4,6 Milliards de FCFA en 2003 (ci-dessous le tableau de financement comparé 2003 et 2002). La CAF s'améliore en 2003 pour retrouver son niveau de 2001 soit 4 091 Millions de FCFA. Le fonds de roulement augmente de 914 Millions de FCFA entre 2003 et 2002 essentiellement du fait de l'augmentation des provisions constituées sur le long terme notamment pour risque fiscal (450 Millions de FCFA), pour indemnité de fin de carrière (1 953 Millions de FCFA) et par le financement apporté par les avances sur consommations (+284 Millions de FCFA). Les investissements augmentent de 180 Millions de FCFA par rapport à 2002 comme l'indique le tableau des Investissements (page 11). Le renouvellement de notre système de gestion clientèle informatisé SAPHIR en 2003 nous a coûté 1 953 Millions de FCFA hors taxes.



Les Ratios Financiers

Ci-joints page 13 les différents ratios de l'entreprise sur cinq ans.

La part des Fonds propres dans les ressources stables de financement baisse à 0,36 en 2003 pour 0,45 en 2002 essentiellement à cause de l'augmentation des provisions à long terme (2 840 Millions de FCFA contre 338 Millions de FCFA en 2002). La liquidité générale reste à 1,2 depuis 2002 du fait essentiellement du maintien du niveau de recouvrement global au niveau de 2003 malgré un recouvrement très faible de l'Administration. En effet la durée moyenne de règlement des actifs et résiliés privés s'améliore de 6 jours (80 jours de délai pour 86 jours en 2002) et celui des clients privés ménage passe de 82 jours à 70 jours en 2003. Ce niveau de recouvrement permet ainsi de contenir l'augmentation du délai de règlement de l'Administration qui est de 237 jours en 2003 contre 48 jours en 2002 (confère graphique page 7). Hormis les éléments exceptionnels de 2002 et le non paiement en 2001 du déficit d'exploitation dû à la non application du tarif, la rentabilité d'exploitation à périmètre constant retrouve son niveau normal. Nous atteignons 6,37% en 2003 pour le rapport excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires. Par contre, la rentabilité des fonds propres reste négative. Le cours de l'action SODECI est au plus bas en fin d'année (9 950 FCFA) et le bénéfice net par action est nul.

Proposition d'affectation des résultats

Des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2003 qui vous sont présentés et certifiés par les Cabinets ERNST & YOUNG et SIGECO, il ressort :

(en FCFA)

- une perte de	-216 043 796
compte tenu du Report à nouveau antérieur de	-311 957 419
une affectation du solde	
- au Report à Nouveau, soit	-528 001 215

BILAN SOCIAL

Personnel

L'effectif au 31 décembre 2003 est de 1537 collaborateurs contre 1599 collaborateurs à fin décembre 2002.

■ Le personnel d'encadrement Maîtrise représente 36% de l'effectif réparti entre 28,8% de Maîtrises et 7,2% de Cadres. La diminution globale de l'effectif de 3,9% s'explique par les mesures de restriction budgétaire mises en place pour l'exercice 2003, à savoir aucune embauche et pas de renouvellement systématique des départs quel que soit le motif.

■ La productivité du personnel appréciée par rapport au nombre de clients par agent augmente régulièrement. Elle passe progressivement de 312 en 2001 à 318 clients par agent en 2002 et à 339 clients par agent en 2003.

■ Les charges de personnel représentent 20% du total des charges. Elles restent donc dans les mêmes proportions que 2002.

Formation

Ayant décidé de ne pas faire de nouvelles embauches, il n'y a pas eu de formation initiale. Les formations continues et de reconversion ont été principalement axées sur les modules administratifs et commerciaux et ceci pour renforcer l'efficacité de nos collaborateurs qui ont été redéployés dans les zones libres et principalement dans les secteurs d'Abidjan.

Santé

Les dépenses de santé des trois (3) dernières années se présentent comme suit :

■ Pour les Ouvriers, Employés et Chauffeurs, où nous sommes revenus à un système d'auto Assurance, les dépenses de 2003, comparées à celles de 2001, baissent de 50%.

■ Pour les Maîtrises et Cadres, les dépenses de santé sont couvertes par les contrats d'assurances. Globalement, les coûts de santé baissent de 19% en 2003.

Pour mieux maîtriser les coûts de santé, nous venons d'opter pour un système d'auto assurances pour les Cadres et les Maîtrises à partir de 2004.

Comité d'entreprise

La commission logement et habitat du Comité d'entreprise a livré aux collaborateurs la première tranche de l'Opération NAWA. Elle a aussi assisté 60 collaborateurs pour l'acquisition des terrains de 400 à 600 m² au quartier N'Dotré.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail (CHSCT) a poursuivi ses actions de sensibilisation et de formation sur la prévention des risques professionnels, de l'Hygiène et de la sécurité dans les métiers à risque (assainissement et agents de production et électromécaniciens). Les actions de médecine préventive et de vaccination et les visites d'inspection de chantiers et usines de traitement se sont poursuivies tout le long de l'année. Les résultats en terme de sinistralité sont en baisse. 40 cas avaient été enregistrés en 2002 contre 26 accidents de travail en 2003, soit 2,2 accidents en moyenne par mois. Il est constaté que 65% des accidents concernent le personnel ayant des contrats motos et 31% le personnel technique. Le taux de fréquence baisse et le taux de gravité reste constant (0,03) de 2002 à 2003. Le comité de lutte contre le SIDA (COSIDAS) a poursuivi ses actions de sensibilisation des collaborateurs et leur famille avec ses tournées d'information dans les exploitations et les cités des agents. Le COSIDAS a organisé une semaine SIDA à SODECI sous la Présidence effective de Mme la Ministre de la lutte contre le SIDA qui, à la séance d'ouverture a félicité et encouragé les dirigeants pour leur engagement dans la lutte contre ce fléau. Le COSIDAS a également pris en charge l'achat d'antirétroviraux pour un montant de 7,2 Millions de FCFA avec un solde de 67,2 Millions de FCFA disponible sur le fonds SIDA.

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2004

Prévisions d'activités et de résultat

Notre plan a été bâti avec comme **hypothèse principale la reprise des activités cette année**. En effet, nous avons prévu de reprendre toutes nos activités en « zone libérée » au 1^{er} janvier 2004 mais compte tenu des difficultés prévisibles, nous espérons une reprise progressive de la facturation, 40% se ferait sur le premier trimestre et 60% sur le second trimestre et un retour complet à la normale sur le deuxième semestre. Par ailleurs, nous tablons sur une situation calme et contrôlée sur Abidjan où nous pourrions effectuer les déposes sans craintes et développer nos actions de lutte contre la fraude.

Le plan a été élaboré avec un **tarif de l'eau à 208 F/m³** financé par prélèvement sur le fonds de développement. L'effectif considéré sur la période reste à peu près identique à celui de fin 2003 soit 1 560 collaborateurs. Le niveau des travaux et services restera très faible par rapport à l'année 2001 mais progresse de 9% par rapport à 2003.

Notre plan prévoit en ce qui concerne **l'activité eau** (voir graphique ci-contre) des volumes facturés en hausse de 4,03 Millions par rapport à notre réalisé 2003 pour atteindre 128,6 Millions de m³. La production prévisionnelle devrait atteindre 161 Millions de m³. L'effort mis sur le ratio de facturation avec la lutte contre la fraude et la sectorisation du grand réseau d'Abidjan en grande maille réalisée sur 2003 devraient permettre une amélioration durable de la facturation. Nous avons amélioré le niveau de travaux sur le fonds de développement par rapport à 2003 de 237 Millions de FCFA et nous tablons sur une augmentation des branchements et TLE (subventionnés et ordinaires) de 615 Millions de FCFA par rapport à 2003 soit 37%.

L'Union Européenne souhaite s'engager dans le financement des produits de traitement ainsi que certains travaux de remise en état des outils de production de l'eau en zones de guerre. Ceci pourrait nous permettre de limiter les pertes liées à la guerre dans l'attente d'un retour à la normale.

L'activité Assainissement (services et travaux) devrait baisser en 2004 par rapport à l'année précédente en regard du faible niveau de la contribution développement assainissement.

Nous ne prévoyons pas de **travaux d'entreprise** en 2004 compte tenu de la tendance actuelle qui s'est confirmée en 2003. Ceux financés par le PCI assainissement devraient être maintenus à 300 Millions de F CFA.

Comme l'indique le graphique ci-contre, **le chiffre d'affaires** de l'exercice 2004 devrait augmenter d'environ 5% par rapport à 2003 pour atteindre 36 013 Millions de F CFA.

Nous avons reconduit le plan d'économies de 2003 au plan 2004 et pris le même niveau de provisions sur les créances (800 Millions de FCFA). Nous prévoyons une augmentation de 4% de la masse salariale (mais inférieure au réalisé 2002) et intégrons l'impact de SAPHIR à hauteur de 700 Millions de FCFA. **Le total des charges** sur 2004 reste encore inférieur au réalisé 2001 soit 36 863 Millions de FCFA.

La valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation baissent sur 2004 par rapport à 2003.

Nous avons prévu un résultat à l'équilibre en 2004.

Le niveau des investissements prévus sur 2004 baisse de 19% par rapport à l'Actu 2 2003 mais est en augmentation par rapport au Plan 2003. Les besoins en terme de renouvellement et d'extension pour l'exercice 2004 sont largement supérieurs au budget arrêté. Nous avons limité nos investissements à 70 % de notre autofinancement prévisionnel 2004.

TABLEAU DES INVESTISSEMENTS (EN MILLIONS DE FCFA)

Désignation	Réalisé 2002	Réalisé 2003	Réalisé 2003 / Réalisé 2002	PLAN 2003	PLAN 2004	VAR Plan 2003 / Plan 2004
CONSTRUCTION, AGENCEMENTS & MOB.	755	165	0,22	28	40	1,43
VEHICULES, MOTOS & ENGIN	1 034	354	0,34	570	1 097	1,92
OUTILLAGES	250	40	0,16	159	250	1,57
RADIO, TELEPHONE & INFORMATIQUE	565	636	1,13	449	515	1,15
COMPTEURS	1 055	614	0,58	400	700	1,75
INVESTISSEMENTS LIES A LA GUERRE		165			498	
INVESTISSEMENT SAPHIR + TVA		2 030				
EXPLOITATION	79 %	98 %	1,24	98 %	100 %	1,02
HORS EXPLOITATION	21 %	2 %	0,1	2 %	0 %	0
RENOUVELLEMENT	85 %	100 %	1,18	100 %	100 %	1
EXTENSION	15 %	0 %	0	0 %	0 %	0

Plan d'actions 2003 - 2004

Le Plan d'actions défini et présenté lors du dernier Conseil d'Administration progresse comme suit :

Actions contractuelles :

- La renégociation du tarif est terminée avec les équipes techniques interministérielles. Nous attendons le rapport final qui sera soumis au Ministère de Tutelle puis au Conseil des Ministres.
- La négociation du plan calcul assainissement n'a pas démarré.
- Le protocole du déficit d'exploitation 1999-2001 a été signé. La compensation a été faite.
- Le dossier dommages de guerre suit son cours. Des discussions ont eu lieu avec la primature et le Ministère pour trouver des solutions de compensation et de financement.
- Un accord pour une prise en charge de certains coûts d'exploitation et de réhabilitation en zones de guerre par l'Union Européenne et le CICR est en cours de signature.
- Relance et attente d'ordres de services pour travaux d'urgence sur Abidjan.

Actions techniques

- Déploiement de SAPHIR en cours. Recettes non terminées.
- Les autres sujets techniques doivent être relancés.

Actions administratives et financières :

- Les créances de l'Etat sont certifiées à 100% jusqu'au 30 septembre 2003.
- Recherche de budget pour les impayés.

Actions de management :

- Le Comité de Veille Sociale et l'Audit d'Exploitation progressent.
- Développement de plan d'actions par direction avec un suivi mensuel en place (MDP).
- Poursuite de la Qualité ISO. Audit de maintien de la certification début mars ancienne version et nouvelle version en décembre 2004.

ETATS COMPTABLES DONNÉES D'ACTIVITÉS

	REALISE 2000	REALISE 2 001	REALISE 2 002	REALISE 2 003	VAR. 03/02	PLAN 2 004	VAR. Pl. 04/03
EAU							
Nombre d'abonnés	509 757	501 689	508 589	520 452	1,02	528 000	1,01
Abidjan	255 720	250 794	254 082	255 543	1,01	259 249	1,01
Autres centres	254 037	250 895	254 507	264 909	1,04	268 751	1,01
M³ produits (en K.M³)	139 201	146 053	148 329	156 180	1,05	161 000	1,03
Abidjan	93 214	99 154	100 699	105 984	1,05	109 700	1,04
Autres centres	45 987	46 899	47 630	50 196	1,05	51 300	1,02
M³ facturés (en K.M³)	114 584	120 538	120 485	124 566	1,03	128 600	1,03
Abidjan	73 991	77 062	77 629	80 441	1,04	86 685	1,08
Autres centres	40 593	43 476	42 856	44 125	1,03	41 915	0,93
Ratio de facturation	0,823	0,825	0,812	0,798	0,98	0,799	1,00
Abidjan	0,794	0,777	0,771	0,759	0,98	0,790	1,04
Autres centres	0,883	0,927	0,900	0,879	0,98	0,817	0,92
M³ facturés (tranches)	100,0%	100,0%	100,0%	100%	1,00	100,0%	1,00
Sociale	26,0%	25,7%	26,0%	24%	0,92	27%	0,29
Domestique	35,3%	35,2%	36,6%	34%	0,93	37%	1,09
Normale	9,4%	8,8%	9,0%	10%	1,11	9%	1,00
Industrielle	11,9%	11,4%	10,6%	13%	1,23	11%	0,85
Administration	17,4%	18,9%	17,8%	19%	1,07	16%	0,84
M³ facturés par abonné	225	240	237	239	01,01	244	1,02
BRANCHEMENTS							
TOTAL	34 485	36 692	24 578	12 730	0,52	17 700	1,39
Dont subventionnés	31 832	33 820	18 770	5 330	0,28	7 950	
Dont ordinaires	2 653	2 872	5 808	7 400	1,27	9 750	1,49
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions de FCFA)							
TOTAL	36 130	35 420	39 825	34 305	0,86	37 097	1,08
Eau	21 183	22 318	28 706	26 010	0,91	26 863	1,03
Tle & accessoires	4 701	4 989	3 728	2 903	0,78	3 420	1,18
Assainissement	2 309	3 042	3 293	2 118	0,64	2 150	1,02
Travaux	5 285	3 314	2 217	1 910	0,86	2 300	0,98
Production immobilisée	1 773	1 263	1 033	607	0,59	725	1,19
Autres produits	879	494	848	757	0,89	555	0,73
Dont assistance extérieure	306	158	165	88	0,53	130	1,48
Dont produits accessoires	573	336	683	669	0,98	425	0,64
PRODUITS ET CHARGES COMPARES (en Millions de FCFA)							
Ventes d'eau HT	21 460	22 318	28 706	26 010	0,91	26 863	1,03
Travaux, services vendus	14 863	12 766	10 436	7 626	0,73	8 725	1,14
Autres produits (dont Financier & HAO)	3 670	3 261	2 939	3 645	1,24	1 376	0,38
TOTAL PRODUITS	39 993	38 345	42 081	37 281	0,89	36 964	1,00
Achats & services	22 938	22 624	21 156	17 564	0,83	20 910	1,19
Autres charges (dont Financier & HAO)	3 683	3 468	8 373	7 347	-0,88	3 307	0,45
Charges de personnel	6 886	7 809	8 422	7 603	-0,90	8 215	1,08
Amortissements & Provisions	3 210	3 766	4 495	4 599	-1,02	4 400	0,96
TOTAL CHARGES	36 717	37 113	42 446	37 497	0,87	36 832	0,98
RESULTAT BRUT	3 276	678	-365	168	1,46	30	-0,18
Impôts sur le résultat	1 244	130	382	384	1,01	30	0,08
RESULTAT NET	2 032	548	-747	-216	0,29	0	1
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (en Millions de FCFA)							
Chiffre d'affaires	36 703	35 420	39 825	34 305	0,86	36 013	1,05
Valeur ajoutée	12 088	11 034	13 151	11 473	0,87	12 896	1,12
Excédent brut d'exploitation	5 202	3 225	4 729	3 870	0,82	4 681	1,21
Résultat d'exploitation	2 032	155	324	-466	-1,44	331	-0,71
Résultat brut	3 276	678	-365	168	-0,46	30	0,18
Résultat net	2 032	548	-747	-216	0,29	0	-1

FINANCEMENT (en Millions de FCFA)

	Montant 2003	Montant 2002	Structure % 2003	Var. 03/02 Val. absolue	Var. 03/02 %
Amortissements / provision nets	4 845	5 146	80,24	-301	-5,85
Résultat net	-216	-746	-3,58	530	-71,05
AUTOFINANCEMENT	4 629	4 400	76,66	229	5,20
Avances sur consommation nettes	284	-25	4,70	309	-1 236,00
Emprunts à + d'un an	129	29	2,14	100	344,83
Cessions d'immobilisations	996	1 015	16,50	-19	-1,87
(+) Reprises de provisions					
TOTAL RESSOURCES	6 038	5 419	100,00	619	11,42
Investissements (dont financiers)	4 652	3 262	77,05	1390	42,61
Remboursement emprunts à + d'un an	472	195	7,82	277	142,05
Bénéfices distribués	0	618	0	-618	-100,00
Prêts à plus d'un an		0	0	0	
Accroissement du fonds de roulement	914	1 344	15,14	-430	-31,99
TOTAL EMPLOIS	6 038	5 419	100	619	11,42

BILAN (en Millions de FCFA)

Immobilisations corporelles et incorporelles	14 324	14 466	22,74	-142	-0,98
Immobilisations financières	3 697	4 117	5,87	-420	-10,20
ACTIF IMMOBILISE	18 021	18 583	28,61	-562	-3,02
Stocks	4 179	5 517	6,63	-1 338	-24,25
Créances nettes Etat	8 865	3 409	14,07	5 456	160,05
Non échus	7 642	9 611			
Autres créances nettes	17 864	13 492	28,36	4 372	32,41
Autres valeurs réalisables	1 393	5 173	2,21	-3 780	-73,07
ACTIF CIRCULANT	39 943	37 202	63,42	2 741	7,37
Disponible	5 021	2 915	7,97	2 106	72,25
TOTAL ACTIF	62 985	58 700	100,00	100	7,30
Fonds propres	9 167	11 256	14,55	-2 089	-18,56
Provisions	2 840	338	4,51	2 502	740,24
Dettes financières et ressources assimilées	13 583	13 643	21,57	-60	-0,44
dont avances / consommation	10 306	10 023			
CAPITAUX PERMANENTS	25 590	25 237	40,63	353	1,40
Créditeurs Etat	15 668	11 117	24,88	4551	40,94
Surtaxes à reverser	1 392	3 062	2,21	-1 670	-54,54
Surtaxes non encaissées	5 994	4 549	9,52	1 445	31,77
Fournisseurs	7 846	7 630	12,46	216	2,83
Autres dettes	4 496	5 142	7,14	-646	-12,56
PASSIF CIRCULANT	35 396	31 500	56,20	3 896	12,37
Crédit bancaire	1 999	1 963	3,17	36	1,83
TOTAL TRESORERIE PASSIF	1 999	1 963	3,17	36	1,83
Bénéfice / Perte	-216	-747	-0,34	531	-71,08
TOTAL PASSIF	62 985	58 700	100,00	4 285	7,30

RATIOS
RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE

	1999	2000	2001	2002	2003
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement	1,27	1,27	1,22	1,36	1,42
Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net	0,11	0,11	0,09	0,18	0,19
Autonomie financière	0,20	0,20	0,15	0,19	0,15
Liquidité générale	1,16	1,16	1,09	1,20	1,20
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement	0,47	0,47	0,48	0,45	0,36

RATIOS DE GESTION

Rotation des capitaux propres	3,11	3,11	2,71	3,42	3,63
Rotation des stocks (en jours - corrigés en 2002)	413	360	365	297	265
Durée du crédit clientèle (en jours - corrigés en 2002)	201	264	293	152	193

RATIOS DE RENTABILITE

Rentabilité de l'exploitation (en %)	5,86	6,22	3,81	7,74	6,37
Rentabilité des fonds propres (en %)	18,23	11,20	4,52	-6,64	-2,36

RESULTATS PAR ACTION

Nombre d'actions	800 000	800 000	900 000	900 000	900 000
Bénéfice brut	4 095	2 377	754	0	0
Bénéfice net	2 540	1 501	609	0	0
Dividendes de l'exercice	1 375	1 375	618	0	0
Valeur / Fonds propres	13 934	13 395	13 469	12 507	10 186
Cours de l'action	17 000	12 000	15 500	9 290	9 950

BILAN

ACTIF

	<i>Exercice 2003</i>			<i>Exercice 2002</i>
	<i>BRUT</i>	<i>AMORT/PROV</i>	<i>NET</i>	<i>NET</i>

ACTIF IMMOBILISE (I)

AA Charges immobilisées

AB Frais d'établissement et charges à répartir				
AC Primes de remboursement des obligations				

AD Immobilisations incorporelles

AE Frais de recherche et développement				
AF Brevets, licences, logiciels	2 691 068 337	462 187 151	2 228 881 186	357 878 306
AG Fonds commercial				
AH Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	109 620 999	7 335 904	28 067 704

AI Immobilisations corporelles

AJ Terrains	434 707 494		434 707 494	432 545 268
AK Bâtiments	9 020 703 785	7 884 251 448	1 136 452 337	1 425 336 132
AL Installations et agencements	4 186 902 042	2 718 621 112	1 468 280 930	1 602 652 719
AM Matériel	16 777 951 075	9 698 818 064	7 079 133 011	8 090 724 728
AN Matériel de transport	6 380 508 962	4 411 540 101	1 968 968 861	2 529 073 758

AP Avances et acomptes versés sur immobilisations

AQ Immobilisations financières

AR Titres de participation				50 000 000
AS Autres immobilisations financières	3 859 814 051	162 774 743	3 697 039 308	4 067 027 353

AW (1) dont H. A. O. : Brut
Net

AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	43 468 612 649	25 447 813 618	18 020 799 031	18 583 305 968
--------------------------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

ACTIF CIRCULANT

BA Actif circulant H. A. O.	12 761 417	12 761 417		
------------------------------------	-------------------	-------------------	--	--

BB Stocks

BC Marchandises				
BD Matières premières et autres approvisionnements	4 724 736 850	901 092 922	3 823 643 928	5 086 449 146
BE En-cours				
BF Produits fabriqués	376 474 340	21 150 386	355 323 954	431 107 287

BG Créances et emplois assimilés

BH Fournisseurs, avances versées	210 608 681		210 608 681	326 064 751
BI Clients	41 452 245 530	7 304 745 091	34 147 500 439	26 186 064 843
BJ Autres créances	1 666 909 537	273 781 646	1 393 127 891	5 172 206 066
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	48 443 736 655	8 500 770 045	39 942 966 310	37 201 892 093

TRESORERIE - ACTIF

BQ Titres de placement	4 577 254 095		4 577 254 095	2 646 035 791
BR Valeurs à encaisser				
BS Banques, chèques postaux, caisse	538 469 950	94 490 967	443 978 983	269 149 836
BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	5 115 724 045	94 490 967	5 021 233 078	2 915 185 627

BU Ecarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)

BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	97 028 073 049	34 043 074 630	62 984 998 419	58 700 383 688
---	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

N° d'identification fiscale : 0100984A

BILAN

PASSIF

Exercice 2003
Exercice 2002

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES

CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	4 737 024 973
CH Report à nouveau	-311 957 419	434 556 948
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	-216 043 796	-746 514 367
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement		
CM Provisions réglementées et fonds assimilés	72 548 127	120 742 135
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	9 167 066 543	11 256 603 765

DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)

DA Emprunts	3 276 077 551	3 619 855 271
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC Dettes financières diverses	10 306 330 579	10 022 616 207
DD Provisions financières pour risques et charges	2 840 094 227	338 500 000
DE (1) dont H. A. O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	16 422 502 357	13 980 971 478
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	25 589 568 900	26 237 575 243

PASSIF

PASSIF CIRCULANT

DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	109 804 268	389 743 192
DI Clients, avances reçues	2 878 993 774	2 594 200 465
DJ Fournisseurs d'exploitation	7 845 522 954	7 630 153 685
DK Dettes fiscales	23 054 073 301	18 727 445 003
DL Dettes sociales	1 085 114 478	1 607 303 360
DM Autres dettes	422 354 736	550 988 272
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	35 395 863 511	31 499 833 977

TRÉSORERIE PASSIF

DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	1 999 566 008	1 962 974 468
DT TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	1 999 566 008	1 962 974 458
DU Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	62 984 998 419	58 700 383 688

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES

Exercice 2003
Exercice 2002

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

RA Achats de marchandises			
RB - Variation de stocks	(- ou +)		
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC Achats de matières premières et fournitures liées		2 915 954 369	4 364 866 855
RD - Variation de stocks	(- ou +)	656 908 947	188 581 620
	(Marge brute sur matières voir TG)		
RE Autres achats		6 614 153 786	6 892 967 274
RH - Variation de stocks	(- ou +)		
RI Transports		792 227 516	873 944 508
RJ Services extérieurs		6 648 547 799	8 828 485 401
RK Impôts et taxes		1 123 490 661	1 162 831 932
RL Autres charges		4 693 865 721	5 333 021 582
	(Valeur ajoutée voir TN)		
RP Charges de personnel (1)		7 601 868 288	8 424 273 785
(1) dont personnel extérieur	500 900 173	535 748 765	
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS Dotations aux amortissements et aux provisions		4 983 120 139	4 343 832 785
RW Total des charges d'exploitation		36 030 137 226	40 412 805 742
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

PRODUITS

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

TA Ventes de marchandises		60 271 367	
TB MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	60 271 367		
TC Ventes de produits fabriqués		25 789 484 886	28 712 648 916
TD Travaux, services vendus		7 019 239 966	9 398 826 687
TE Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)	-75 924 495	452 398 835
TF Production immobilisée		842 350 081	519 088 927
TG MARGE BRUTE SUR MATIERES	30 002 287 122	34 529 514 890	
TH Produits accessoires		381 205 184	368 367 182
TI CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	33 250 201 403	38 479 842 785	
TJ (1) dont à l'exportation			
TK Subventions d'exploitation			
TL Autres produits		1 345 739 354	1 163 456 281
TN VALEUR AJOUTÉE	11 917 217 544	12 970 087 656	
TQ EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 315 349 256	4 545 813 871	
TS Reprises de provisions		214 811 374	42 150 000
TT Transferts de charges		1 377 432	187 620 336
TW Total des produits d'exploitation		35 578 555 149	40 844 557 164
TX RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-451 582 077	431 751 422	
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES	<i>Exercice 2003</i>	<i>Exercice 2002</i>
RW Report Total des charges d'exploitation	36 030 137 226	40 412 805 742
ACTIVITE FINANCIERE		
SA Frais financiers	172 061 778	127 057 198
SC Pertes de change	162 075	
SD Dotations aux amortissements et aux provisions	12 035 000	152 168 000
SF Total des charges financières	184 258 853	279 225 198
<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH Total des charges des activités ordinaires	36 214 396 079	40 692 030 940
<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	1 136 008 814	1 756 681 134
SL Charges H.A.O.	54 117 413	3 252 500
SM Dotations H.A.O.		
SO Total des charges H.A.O.	1 190 126 227	1 759 933 634
<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ Participation des travailleurs		
SR Impôts sur le résultat	384 147 184	381 736 016
SS Total participation et impôts	384 147 184	381 736 016
ST TOTAL GENERAL DES CHARGES	37 788 669 490	42 833 700 590
<i>(Résultat net voir UZ)</i>		
PRODUITS		
TW Report Total des produits d'exploitation	35 578 555 149	40 844 557 164
ACTIVITE FINANCIERE		
UA Revenus financiers	184 397 356	149 195 001
UC Gains de change		
UD Reprises de provisions	26 346 833	
UE Transferts de charges		
UF Total des produits financiers	210 744 189	149 195 001
UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	26 485 336	-130 030 197
UH Total des produits des activités ordinaires	35 789 299 338	40 993 752 165
UI RÉSULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)		
<i>(+ ou -)</i>		
UI	-425 096 741	301 721 225
UJ (1) dont impôt correspondant	105 602 429	
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK Produits des cessions d'immobilisations	996 179 093	1 015 232 407
UL Produits H.A.O.	738 953 255	30 007 643
UM Reprises H.A.O.	48 194 008	48 194 008
UN Transferts de charges		
UO Total des produits H.A.O.	1 783 326 356	1 093 434 058
UP RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	593 200 129	-666 499 576
UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS	37 572 625 694	42 087 186 223
UZ RÉSULTAT NET	-216 043 796	-746 514 357
<i>Bénéfice (+) ; Perte (-)</i>		

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions

+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	4 315 349 256
(SA) Frais financiers	172 061 778	(TT) Transferts de charges d'exploitation	1 377 432
(SC) Pertes de change	162 075	(UA) Revenus financiers	184 397 356
(SL) Charges H.A.O.	54 117 413	(UE) Transferts de charges financières	
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	
(SR) Impôts sur le résultat	384 147 184	(UL) Produits H.A.O.	738 953 255
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
TOTAL (I)	610 488 450	TOTAL (II)	5 240 077 299
CAFG : Total (II) - Total (I)		= 4 629 588 849	(N - 1) : 4 400 591 137

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 4 629 588 849 - = 4 629 588 849 (N - 1) : 3 782 291 137

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
Variation des stocks : N - (N - 1)			
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières		ou	1 262 805 218
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués		ou	75 783 333
(A) Variation globale nette des stocks		ou	1 338 588 551

Variation des créances : N - (N - 1)

(BH) Fournisseurs, avances versées		ou	115 456 070
(BI) Clients	7 961 435 596	ou	
(BJ) Autres créances		ou	3 779 078 175
(BU) Ecart de conversion - Actif (3)		ou	
(B) Variation globale nette des créances	4 066 901 351	ou	

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)

(DI) Clients, avances reçues		ou	284 793 309
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	215 369 269
(DK) Dettes fiscales		ou	4 326 628 298
(DL) Dettes sociales	522 188 882	ou	
(DM) Autres dettes	123 633 536	ou	
(DN) Risques provisionnés		ou	
(DU) Ecart de conversion - Passif (3)		ou	

(C) Variation globale nette des dettes circulantes

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C) **ou 1 447 655 658**

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	2003	2002
Excédent brut d'exploitation	4 315 349 256	4 545 813 871
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	(- ou +) 1 447 655 658	- 532 596 517
- Production immobilisée	- 842 350 081	- 519 088 927
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	4 920 654 833	3 434 128 427

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

(3) En cours d'adoption.

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

	Exercice 2003		Exercice 2002
	Emplois	Ressources	(E - ; R +)
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)			
Croissance interne			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	2 103 587 577	60 321 617	-17 680 377
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	2 102 880 007	51 943 336	-2 768 663 813
Croissance externe			
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	444 736 416	883 914 140	539 610 682
FF INVESTISSEMENT TOTAL	3 655 024 907		-2 246 733 508
FG II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	ou	1 447 655 658	-532 596 517
FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	2 207 369 249		-2 779 330 025
F I III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	292 700 341	ou	39 708 378
FJ IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	472 611 639		-194 892 224
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	2 972 681 229		-2 934 513 871
V. FINANCEMENT INTERNE			
FL Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)		4 629 588 849	3 782 291 137
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN Subventions d'investissement			
FP Prélèvements sur le capital			
(y compris retraits de l'exploitant)			
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ Emprunts (2)		128 833 919	29 017 473
FR Autres dettes financières (2)		283 714 372	-25 524 771
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		5 042 137 140	3 785 783 839
FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B) ou		2 069 455 911	851 269 968
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
FU à la clôture de l'exercice + ou -	3 021 667 070		
FV à l'ouverture de l'exercice + ou -	952 211 159		
FW VARIATION TRESORERIE : 2 069 455 911	2 069 455 911 ou		-851 269 968
(+ si Emploi ; - si Ressources)			
Contrôle : D = VIII avec signe opposé			
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles"			
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)			
		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N - 1)		ou	914 500 594
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1)		ou	1 154 955 317
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1)		2 069 455 911 ou	
TOTAL		2 069 455 911 =	2 069 455 911

N° d'identification fiscale : 0100984A

ÉTAT ANNEXÉ

Règles Générales d'Établissement et de Présentation des Comptes de l'Exercice Clos le 31 décembre 2003

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation de ces états financiers.

A. Règles et méthodes comptables

Les états annuels ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis par le Droit comptable de l'OHADA applicables et en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003. Ce changement de référentiel comptable n'a pas d'impact sur les comptes de 2003. Ils sont comparables à ceux de l'exercice 2002. Les changements de méthodes d'évaluation survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

Changement de méthode comptable

Les Indemnités de Fin de Carrière à verser au départ à la retraite du personnel traités en engagement hors bilan en 2002 ont été comptabilisées en 2003 comme le permet l'OHADA. Les droits acquis avant le 31 décembre 2002 ont été imputés sur les capitaux propres de l'entreprise et le flux de l'exercice 2003 sur le résultat à hauteur de -128 Millions de FCFA. L'application en 2002 aurait eu pour effet de minorer les capitaux propres de 1 825 Millions de FCFA.

Les travaux réalisés par SODECI sont évalués au 31 décembre 2003 sur la base d'un taux d'avancement des chantiers alors qu'en 2002, l'évaluation des travaux en cours était faite à l'avancement des déboursés de charges. Ce changement de mode de calcul n'a pas un impact significatif sur le chiffre d'affaires ni le résultat de 2003.

Les provisions pour dépréciations de stock ont été évaluées de façon exhaustive sur la base du stock à rotation lente (pas de mouvement depuis 2000). En 2002, seuls certains articles de la SOCA et certains du Magasin Central étaient provisionnés. L'application de cette méthode d'évaluation en 2002 aurait conduit à une dotation complète de 276 Millions de FCFA au 31 décembre 2002.

Particularités concernant certains postes

Charges immobilisées

Les charges immobilisées sont constituées de frais d'augmentation de capital. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur la base d'une durée de 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans. Nous migrons progressivement en 2003 notre système de gestion clientèle de OCEANS à SAPHIR que nous avons acquis pour 1 953 Millions de FCFA hors taxes à SAUR cette année. Le principe de l'acquisition de ce logiciel a été accepté par le Ministère de Tutelle de SODECI dans le cadre des négociations du prix moyen de Base 2003-2007.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7-10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5 ans
Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7-10 ans
Mobilier de bureau	5-10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériels informatiques	4-5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent :

- trois emprunts AFD (PPM, PCI et Assainissement) pour 3 276 Millions de FCFA,
- des obligations FNI pour 254 Millions FCFA remboursables par tranche de 6 mois sur les 4 années à venir, au taux de 4% et des titres RCI 2,5% sur 40 ans (24 Millions de FCFA).

Ces titres sont comptabilisés à leur valeur nominale et ont été provisionnés à 50%,

- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 Millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE, provisionnée à 100%,
- des dépôts et cautions versés.

Notre participation dans la société d'ingénierie informatique (SC2I) de 25 Millions de FCFA a été cédée en 2003 avec une plus value de 5 Millions de FCFA.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût pré-établi.

Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2003 sont comptabilisés en marchandises en cours d'acheminement.

Au 31 décembre 2003, nous avons provisionné les stocks à rotation lente pour 439 Millions de FCFA.

Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble de nos créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Les **créances du secteur public et parapublic** et compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites, ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation, quels que soient les retards de règlement exception faites de certaines créances sur : les sociétés d'Etat en liquidation à risques (100%), les mairies et les sociétés d'Etat (antérieures à 2000, 50%).

Toutes les provisions sont constituées hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) sur la part SODECI nette des avances sur consommation.

Les créances résiliées sur les clients eau et assainissement **du secteur privé** et des personnes physiques sont provisionnées selon une méthode statistique (impayé \leq à 3 ans) et à hauteur de 95% des impayés antérieurs à 3 ans. Sur la base d'écart de solde sur les créances des 20 plus gros clients, et dans l'attente de travaux complémentaires, nous avons provisionné ces écarts à hauteur de 98 Millions de FCFA.

En ce qui concerne **l'activité travaux**, les créances sur les entreprises du secteur privé et les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

L'eau en compteur consommée mais non encore relevée et donc non facturée à la date de clôture représente des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité le bénéfice à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière » évaluées sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire (voir Changement de méthode comptable), des charges de reconstruction liées à la guerre et des risques juridiques et fiscaux.

Provisions réglementées

La provision réglementée comprend une plus value sous condition de réemploi (article 8 du CGI) réinvestie en 2000 en totalité pour 241 Millions de FCFA. Cette plus value reprise au compte de résultat suivant l'amortissement des biens s'élève pour l'exercice à 48 Millions FCFA.

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2003 (En KFCFA)

DESIGNATION	Provisions existantes au 31/12/02	Dotations aux provisions	Reprises des provisions	Provisions existantes au 31/12/03
EAU	4 135 209	2 896 532	519 791	6 511 950
Dont lié à la Guerre	980 101	1 672 788	-	2 652 889
FRAIS DE RECOUVREMENTS TRAITES ET CHQ. IMPAYES	89 944	14 356	2 014	102 286
TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION	283 556	85 495	-	369 050
EXPLOITATION EAU	4 508 709	2 996 383	521 805	6 983 287
AUTRES ACTIVITES	314 123	192 791	185 456	321 458
DEPRECIATION / CLIENTS	4 822 832	3 189 174	707 261	7 304 745
DEPRECIATION / STOCKS	316 488	605 896	141	922 243
Dont lié à la Guerre	184 461	166 613	-	351 074
DEPRECIATION / AUTRES DEBITEURS	162 685	120 893	9 797	273 782
DEPRECIATION / COMPTES FINANCIERS	-	94 491	-	94 491
DEPRECIATION / IMMOBILISATIONS CORP & FIN	376 311	118 320	26 347	468 284
Dont lié à la Guerre	199 224	106 285	-	305 510
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	5 678 316	4 128 775	743 546	9 063 545
CHARGES	300 000	50 000	-	350 000
Dont lié à la Guerre	300 000	50 000	-	350 000
PERSONNEL	-	2 145 724	191 811	1 953 913
RISQUES JURIDIQUES ET FISCAUX	38 500	506 681	9 000	536 181
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	338 500	2 702 406	200 811	2 840 094
PLUS VALUES SOUS CONDITIONS DE REEMPLOI	120 742	-	48 194	72 548
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	120 742	-	48 194	72 548
Dont lié à la Guerre	1 663 787	1 995 686	-	3 659 473

Provisions liées à la guerre

Les matériels et outillage, les matériels et mobiliers de bureau, les matériels informatiques et le matériel de transport situés dans les zones de guerre ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de la valeur nette comptable.

Les stocks détenus par la société dans les zones de guerre et sur lesquels pèsent des risques de perte ont été dépréciés en totalité. Les consommations d'eau non facturées du fait de la situation de guerre ont été valorisées et dépréciées en totalité.

Les provisions constituées depuis le début de la crise s'élève à 3 659 Millions de FCFA.

Dettes financières

Les dettes LMT sont constituées au 31 décembre 2003 des cautions de garanties versées par nos clients (10 306 Millions de FCFA) et des emprunts contractés auprès de l'AFD (3 276 Millions de FCFA) pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI.

B. Méthodes spécifiques d'évaluation appliquées par l'entreprise

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issues de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots de compteurs immobilisés les plus anciens.

Opérations liées aux contrats de concession et d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat de concession qui court jusqu'en 2007. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat de concession, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Contractante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément à la concession, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturées aux usagers. La SODECI gère ce fonds de développement de l'eau dans ses comptes qui s'élevait au 31 décembre 2003 à 3 692 Millions de FCFA. De même, la surtaxe deuxième volet de la taxe spéciale sur l'eau (LF 1994) destinée à apurer les emprunts contractés par l'Etat, à financer l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître les surtaxes facturées

non encaissées et les surtaxes encaissées à reverser diminuée des utilisations. Le solde des surtaxes encaissées non reversées s'élevaient à 1 364 Millions de FCFA au 31 décembre 2003.

Conformément au **contrat d'affermage**, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2003, le solde de cette Contribution Développement était de -214 Millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Concédante (Etat de Côte d'Ivoire) qui en supportera le remboursement par prélèvement sur les comptes de surtaxes et conservera la propriété des ouvrages livrés. L'endettement SODECI est compensé par les immobilisations financières de même montant.

C. Autres informations

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau : La part de SODECI sur le tarif appliqué au consommateur est de 182,60 F/m³. Le tarif à hauteur de 208,32 FCFA (part SODECI) négocié et accepté par le Ministère des Infrastructures Economiques (Tutelle) pour la période quinquennale 1998-2002 n'a toujours pas fait l'objet d'un décret d'application. La différence avec l'ancien tarif a été comptabilisée en chiffre d'affaires eau et, elle est financée par prélèvement sur le fonds de développement en 2003 comme en 2002.



VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS

	2002	2003
Vente d'eau HT	28 706	25 789
Travaux	6 729	5 376
Services vendus	2 674	1 643
Produits accessoires	368	381
Chiffre d'affaires	38 477	33 250

Produits et charges sur exercice antérieurs

Non significatifs

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les rémunérations versées aux membres du conseil d'administration sont de 26 Millions de FCFA pour l'exercice 2003.

Résultat Hors activités ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires de 2003 s'élève à +593 Millions de FCFA. Il intègre des passifs latents engendrés par le passage au nouveau logiciel de gestion clientèle SAPHIR.

Engagements financiers (hors bilan)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (concessions).

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU 31-12-2003

Engagements Reçus	Engagements Donnés
517 668 987	1 079 356 403

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

Saur International	46.07%
SIDIP	4.81%
Etat de Côte d'Ivoire	3.25%
Divers Ivoiriens	38.46%
Divers Etrangers	0.25%
FCP SODECI	7.17%

Filiales : SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents.

Situation fiscale latente :

Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du SYSCOA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Événements post-clôture

Au cours du dernier trimestre 2003, SODECI a démarré les négociations tarifaires pour la détermination du tarif de l'eau pour le quinquennat 2003-2007. Les négociations (sanctionnées par un procès-verbal signé par toutes les parties présentes) ont abouti en janvier 2004 à un prix moyen par mètre cube vendu pour la part SODECI qu'il restera à faire approuver par notre Ministre de Tutelle. Dans cet accord, le principe d'une rétroactivité pour une période de 3 mois concernant l'exercice 2003 a été retenu.

PERSONNEL

	REALISE 2 000	REALISE 2 001	REALISE 2002	REALISE 2003	VAR. 03/02	PLAN 2004	VAR. PL. 04/03
IVOIRIENS	1 467	1 569	1 571	1 512	0,96	1 537	1,02
Cadres	100	100	108	110	1,02	110	1
Maîtrises	415	4 448	463	441	0,95	455	1,03
Ouvriers & employés	952	1 021	1 000	961	0,96	972	1,01
AUTRES AFRICAINS	30	28	22	19	0,86	19	-
Cadres	1	1	0	0	-	0	-
Maîtrises	3	3	2	2	-	2	-
Ouvriers & employés	26	24	20	17	0,85	17	-
ETRANGERS NON AFRICAINS	7	6	6	6	-	4	-
Cadres	6	6	6	6	-	4	-
Maîtrises	1	0	0	0	-	0	-
TOTAL	1 504	1 603	1 599	1 537	0,96	1 560	1,01
Dont cadres	107	107	114	116	1,02	114	0,98
Dont maîtrises	419	451	465	443	0,95	457	1,03
Dont ouvriers & employés	978	1 045	1 020	978	0,96	989	1,01
Frais personnel / Produits d'exploitation	21,6%	21,5%	20,1%	20,5%	1,02	22,3%	1,09
Frais personnel / Total charges	21,0%	20,7%	19,8%	20,5%	1,04	22,3%	1,09
Chiffres d'affaires par Agents 0,91 (en Milliards de FCFA)	24,0	22,1	24,9	22,3	0,9	22,5	1,01
Nombre d'Abonnés par Agent	339	313	318	339	1,07	330	0,97